

## « Une prise de conscience s'opère quant au danger de la dette »

Par Etienne Lefebvre

(Les Echos, 31 janvier 2011)

Un sondage Ifop pour les Fondations Jean Jaurès et Friedrich Ebert fait état de l'inquiétude des Français. Ils approuvent la validation du budget par Bruxelles.

La crise des dettes souveraines en Europe et les cures d'austérité imposées à de nombreux pays ont, semble-t-il, sensiblement modifié le rapport des Français aux finances publiques. Selon un sondage Ifop pour les fondations française Jean Jaurès et allemande Friedrich Ebert (« Regard croisé France-Allemagne sur la dette et la situation économique en Europe »), l'inquiétude paraît réelle, au point de conduire les personnes interrogées à approuver des mesures jusque-là peu populaires.

Si les Français comme les Allemands se disent très largement « *inquiets vis-à-vis du déficit public et de la dette* » (autour de 90 %), « *le sentiment de vulnérabilité n'est pas du tout le même en France* », souligne Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop : près des deux tiers des Français interrogés (63 %) estiment que leur pays pourrait connaître dans les prochains mois ou les prochaines années la même situation que la Grèce et l'Irlande (ils étaient 61 % à le penser en mars 2010), contre 46 % des Allemands (un chiffre néanmoins en hausse).

Cette prise de conscience amène les Français à approuver largement la mise en place d'une validation des budgets nationaux par la Commission européenne (65 % d'avis favorables en France, 78 % en Allemagne), « *ce qui, objectivement, revient pourtant à une limitation de souveraineté* » souligne Jérôme Fourquet, pour qui « *l'acceptation d'une telle mesure en dit long sur la perte de confiance dans la capacité des Etats à tenir leur budget, mais aussi sur l'inquiétude engendrée par l'explosion de la dette publique* ». Les Français adhèrent toutefois moins que les Allemands aux plans de rigueur imposés à la Grèce et à l'Irlande en contrepartie de l'aide européenne, peut-être justement parce qu'ils craignent plus d'être concernés.

### Réduction des dépenses

Pour faire face à la crise et aux déficits, les Français (et les Allemands) plaident en priorité pour une réduction des dépenses de l'Etat et des collectivités (à 60 %), loin devant l'aide aux entreprises à exporter et à être plus compétitives (32 %) et surtout la hausse des prélèvements obligatoires (8 %). Néanmoins, souligne l'Ifop, « *une augmentation de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées serait acceptée* » dans les deux pays, selon une étude précédente.

Le sondage montre aussi que 52 % des Français considèrent que leur pays a fait « *peu ou pas du tout d'effort pour s'adapter à la mondialisation* » (contre 41 % des Allemands). « *Par-delà cet écart, il est intéressant de constater que ces efforts déjà consentis sont ressentis avec la même intensité dans les catégories populaires, les tranches d'âge actif et l'électorat de gauche* », souligne l'Ifop. A l'inverse, en France, les CSP+, les personnes âgées et les sympathisants de droite estiment beaucoup moins que leurs homologues allemands que des efforts importants ont été consentis. « *Tout se passe comme si le discours vantant l'exemplarité allemande et appelant à des sacrifices rencontrait d'abord un écho parmi les catégories les moins fragilisées et dans l'électorat de droite, alors que ces mêmes segments outre-Rhin jugent massivement que leur propre pays a déjà accompli ces efforts* », observe l'Ifop.

## LE SENTIMENT À L'ÉGARD DE LA VALIDATION DU BUDGET DES PAYS EUROPÉENS PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE

**Question :** Suite à la crise et l'augmentation des déficits publics dans de nombreux pays, la Commission européenne a proposé que dorénavant chaque pays fasse valider son budget par la Commission européenne avant de le voter.  
De laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

	FRANCE	ALLEMAGNE
Cela serait une bonne chose car les Etats seraient obligés de présenter des budgets à l'équilibre et de réduire leur endettement	69 %	78 %
Cela serait une mauvaise chose car les Etats perdraient leur souveraineté et leur indépendance budgétaire	31 %	22 %

## LA SOLUTION À PRIVILÉGIER POUR FAIRE FACE À LA SITUATION ACTUELLE

**Question :** Pour faire face à la situation actuelle (crise économique, déficits publics élevés), quelle solution faut-il selon vous privilégier ?

	FRANCE	ALLEMAGNE
Réduire les dépenses de l'Etat et celles des collectivités locales (villes, régions)	60 %	50 %
Aider les entreprises françaises/ allemandes à exporter et à être plus compétitives dans la mondialisation	32 %	41 %
Augmenter les prélèvements obligatoires (impôts locaux, impôt sur le revenu, TVA)	8 %	9 %